

Les syndicats agricoles vent debout contre la baisse du budget de la Pac

© 03/05/2018 | Florian Cazerès • TERRE-NET MÉDIA

Les propositions de la Commission Européenne visant à diminuer le budget de la Pac ont fait bondir les syndicats agricoles français. Ils attendent une position ferme de la France.



Les syndicats agricoles français attendent une intervention de l'État concernant la diminution du budget de la Pac proposée par la Commission Européenne. (@CE)

« **I**nacceptable », « augmentation de la **précarité des agriculteurs** », « manque d'ambition ». Les **syndicats agricoles** français ont tiré à boulets rouges jeudi contre les annonces de la **Commission Européenne** sur le **budget de l'Union** pour la période 2021-2027. Et pour cause : l'exécutif européen prône une baisse de 5 % du budget de la politique agricole commune, dont 4 % pour son volet consacré aux aides directes en faveur des agriculteurs.

Cette coupe budgétaire pourrait atteindre 10 % avec l'inflation, selon les syndicats. Avec cette diminution, la Commission veut compenser la fin de la contribution du Royaume-Uni au budget de l'Union, suite au Brexit. Un nouveau coup dur pour le monde agricole, qui subit déjà une **crise** dans la plupart des pays européens. La **FNSEA** a ainsi fait part, dans un communiqué de presse, de son « immense déception pour les européens et pour les agriculteurs ».

« Le projet de **budget 2021-2028** traduit un manque d'ambition pour l'Europe avec un plafonnement de ses dépenses à 1,1 % du PIB, loin des 1,2 % envisagés par M. Juncker en septembre dernier », regrette le syndicat. Un tel budget, qu'il qualifie « d'inacceptable », risque « aussi d'accélérer le déclin de la compétitivité d'un secteur pourtant stratégique au titre de notre souveraineté alimentaire », prévient-il.

« L'Europe prouve une nouvelle fois qu'elle ne veut pas faire de l'agriculture un secteur stratégique, c'est dommage », s'agace Jérémy Decerle, président des **Jeunes Agriculteurs**. Dans un court message sur Twitter, son organisation regrette un « manque d'ambition, pas à la hauteur des enjeux de sécurité alimentaire et du maintien du développement des exploitations familiales ».

Même déception chez les syndicats minoritaires. La **Confédération paysanne** demande une réforme globale de la politique agricole commune, « dont les règles d'éligibilité et de calculs discriminent les petites fermes et les fermes diversifiées ». Elle exige que la Pac soit mise au service d'une agriculture permettant « d'assurer une alimentation de qualité » et « de garantir un revenu aux paysans grâce à des prix stables et justes ». Un projet qui nécessite « un budget conséquent ».

La **Coordination rurale** s'attend, quant à elle, à une « augmentation inévitable de la précarité des agriculteurs, impensable compte tenu de leur situation déjà très difficile ». Elle exprime cependant son « désaccord profond », avec la position du gouvernement français, « qui s'est jusqu'ici borné à réclamer le maintien du budget antérieur de la Pac au lieu de dénoncer sa dérive », et demande « une politique moins dispendieuse mais efficace, avec des productions et des marchés régulés ».

Les syndicats demandent à l'État d'intervenir

La Coordination Rurale demande cependant au Président de la République, **Emmanuel Macron**, d'intervenir « pour que, fort des États généraux de l'Alimentation qu'il a lancé en France, il fasse organiser d'urgence des EGA européens pour une **Pac 2020** efficace ». La FNSEA en appelle, elle aussi, « solennellement au chef de l'état pour provoquer un véritable sursaut de l'Union européenne ».

« Le Président de la République doit désormais imposer sa vision d'un budget ambitieux pour l'agriculture européenne ; un budget au moins équivalent à celui octroyé aux agriculteurs au cours de la période actuelle », demande, dans un communiqué, la **Fédération Nationale Bovine**, elle aussi remontée contre cette annonce. « C'est bien la survie de l'élevage français qui est ici mise en jeu : une survie dont dépend celle de territoires ruraux tout entiers ».

Les Jeunes Agriculteurs s'adressent, de leur côté, au Ministre de l'agriculture **Stéphane Travert**. L'organisation lui demande de « défendre les intérêts des agriculteurs » auprès de la Commission Européenne. « Il est nécessaire d'avoir une action coordonnée, entre syndicat, états et régions, sinon nous ne réussirons pas à peser dans les négociations », prévient Jérémie Decerle.

Anticipant les vives réactions des syndicats agricoles, le gouvernement a rapidement répondu aux propositions de la Commission européenne. Dans un communiqué, le **Ministère de l'Agriculture** dénonce un budget « inacceptable » et une baisse « inenvisageable ». Stéphane Travert qualifie, quant à lui, la baisse du budget de « ponction aveugle, drastique, massive », et « s'engage » à la combattre.